

Table ronde pour le financement du PNIA Appel de fonds pour l'agriculture béninoise

Le Centre international des conférences de Cotonou abrite, depuis hier jeudi 15 octobre, une table ronde pour le financement du Programme national d'investissement agricole au Bénin. Les discussions devront déboucher sur un engagement des bailleurs à accompagner la nouvelle vision du gouvernement.

— Par Gnona AFANGBEDJI

« C'est une page de notre cheminement collectif qui s'écrit par la tenue de la présente table ronde ». Le message, de Grégoire Akofodji sonne comme un appel à la mobilisation de tous les acteurs du monde rural autour du financement du Programme national d'investissement agricole. Cheville ouvrière de la réponse du Bénin à l'engagement des chefs d'Etat africains, en 2003, de faire de l'Agriculture le fer de lance de la croissance de l'économie de leurs pays respectifs, le ministre béninois de l'Agriculture estime que le financement de ce programme marquera une vraie rupture avec les politiques précédentes qui n'ont pas toujours su tirer le secteur agricole vers le haut. L'état des lieux qu'il dresse du secteur agricole béninois révèle plusieurs contraintes qui nécessitent d'investissements colossaux à court, moyen et long termes. Ces contraintes sont relatives à la non maîtrise de l'eau, à la faiblesse de la mécanisation des opérations agricoles, à l'insécurité foncière,



Les partenaires décidés à accompagner l'agriculture béninoise

à l'absence de financement adapté, à l'indisponibilité des semences certifiées, au faible taux de consommation d'engrais, à la faible maîtrise des itinéraires techniques, etc. « Cette situation appelle une réorientation décisive en faveur d'une allocation plus appropriée des ressources destinées à l'agriculture et d'un accroissement des investissements à court, moyen et long termes dans ce secteur », souligne le ministre. Ce qui correspond à l'avis des institutions communautaires. Pour la CEDEAO, il y a lieu aujourd'hui d'agir vite d'autant que la crise alimentaire a rappelé les pays africains à leurs responsabilités. « Nos pays ont donné la preuve qu'ils savent répondre aux urgences. Il faut apporter désormais des solutions structurelles aux défis agricoles nationaux et régionaux »,

soutient un cadre de l'institution qui pense que l'accroissement de l'investissement dans le secteur agricole passe avant par le respect de l'engagement de Maputo, celui de consacrer au moins 10% de leur budget au financement de l'agriculture. Les partenaires techniques et financiers du Bénin sont, eux, moins préoccupés par la teneur de la cagnotte que la gestion des fonds alloués au secteur agricole. « Le cadre stratégique de mise en œuvre du plan stratégique de relance du secteur agricole doit reposer sur des acteurs et institutions dotés de mandats et de responsabilités claires, ayant les capacités et les compétences nécessaires. Il importe, dans la définition de ce cadre, d'éviter les doublons et les ambiguïtés, pour une meilleure efficacité », préconise le porte-parole des PTF à la table ronde.

Trois questions à Grégoire Akofodji, ministre de l'Agriculture « Le soutien que nous attendons de nos partenaires ne sera pas marchandé »

Grégoire Akofodji, ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, a accepté de nous donner plus d'éclairages sur les enjeux de ce programme et les attentes du gouvernement vis-à-vis des bailleurs de fonds et des acteurs du secteur.

— Propos recueillis par Gnona AFANGBEDJI

La Nation : La mise en place d'un Programme national d'investissement agricole découle certainement d'un constat. Lequel ?

Grégoire Akofodji : Le constat est que depuis notre accession à la souveraineté internationale, le Bénin n'a pas su capter les ressources suffisantes pour le financement de son agriculture. Le constat est aussi que pendant de longues années, notre pays n'a pas su nourrir son peuple et que les problèmes de malnutrition ont également affecté les performances de notre agriculture. Donc, ce constat a amené les chefs d'Etat africains en 2003 à Maputo (Mozambique) à décider d'adopter le programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) et d'associer à ce programme un plan national d'investissement agricole. Donc, le Programme national d'investissement agricole est un dérivé du PDDAA et vise à faire en sorte que nous mobilisions les ressources pour soutenir un niveau de production dans le domaine agricole qui



Le ministre Grégoire Akofodji

fasse que la corrélation qui a été définie entre le niveau des dépenses d'investissement agricole, de performances en termes de croissance et ensuite de réduction de la pauvreté, que cet ensemble cohérent puisse permettre d'atteindre les OMD à savoir réduire de moitié la pauvreté à l'horizon 2015.

La mobilisation des ressources a toujours constitué un défi majeur pour la mise en œuvre de nos politiques d'investissement, comment allez-vous y parvenir ?

Nous ne sommes pas seuls. Des partenaires nous accompagnent dans le financement de notre agriculture. Mais le gouvernement du Bénin a un rôle de leadership et jusqu'à présent, nous

avons consenti beaucoup de ressources au financement de ce secteur. Aujourd'hui, je puis vous dire que l'objectif de 10% préconisé par le sommet de Maputo est déjà dépassé par le Bénin. Nous nous situons un peu en dessous de 12% des dépenses en capital investies dans l'agriculture. Nous pensons qu'en dépit de la crise, cet effort sera soutenu. Je pense qu'à cette table ronde, les bailleurs de fonds vont marquer leur volonté d'accroître leur soutien en termes de financement à l'agriculture béninoise. Nous sommes optimistes et persuadés que le soutien que nous attendons d'eux ne sera pas marchandé.

Quel est aujourd'hui le niveau du dialogue avec les investisseurs privés dans le financement de l'agriculture au Bénin ?

Le secteur privé a été intimement associé à cette réflexion que nous avons engagée depuis. Vous savez, sans doute, que pour le tour de table pour le bouclage du capital de la banque de l'agriculture, nous avons associé le secteur privé. Et nous comptons l'associer également pour toutes les questions liées, non seulement à la production, mais aussi à la commercialisation, au stockage et à la transformation de nos productions agricoles. Le secteur privé jouera un rôle prépondérant et sera signataire de la charte qui va sanctionner les travaux de la table ronde.

Lutte pour la sécurité et la souveraineté alimentaires De la nécessité d'une réforme urgente pour vaincre la faim

Comme chaque année depuis 1979, la communauté internationale célèbre, ce vendredi 16 octobre, la 29^e Journée mondiale de l'Alimentation (JMA 2009). Pour marquer l'événement qui intervient dans un contexte difficile au plan économique, la Ligue pour la défense du consommateur au Bénin (LDCB) a organisé, hier, à Cotonou, une conférence publique animée par Nestor Mahinou sur le thème : « Sécurité et souveraineté alimentaires au Bénin : quelles approches de solutions ? »

— Par Claude Urbain PLAGBETO

Plus d'un milliard de personnes sont sous-alimentées de par le monde, du fait de la conjugaison des crises alimentaire et économique. Un niveau jamais atteint auparavant, selon les estimations de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Rien qu'en 2009, à peu près 105 millions d'êtres humains se sont ajoutés aux affamés dans le monde.

Cette famine qui bat son plein notamment en Afrique, et particulièrement au Bénin, ne laisse pas indifférente la Ligue pour la défense du consommateur au Bénin (LDCB) qui a initié la conférence publique sur le thème : « Sécurité et souveraineté alimentaires au Bénin : quelles approches de solutions ? ». Ce thème a été choisi pour se conformer au thème général de l'édition 2009 de la JMA : « Atteindre la sécurité alimentaire en temps de crise », a indiqué Gildas Houéhou de la LDCB, dans son introduction à la conférence.

Après avoir passé au peigne fin les concepts et définitions clés pour bien cerner la problématique du sujet, le communicateur Nestor Mahinou a fait l'état des lieux de la situation alimentaire au Bénin. Il signale par exemple que la production totale de la campagne agricole 2008-2009 s'élève à 7.374.047 tonnes dont 1.297.966 tonnes de céréales. La production nette disponible, poursuit-il, ne s'élève qu'à 777.420 tonnes.

Procédant à une analyse de la période de soudure de l'année 2008, Nestor Mahinou fait remarquer que les populations urbaines et rurales, avec un pouvoir d'achat faible, face à la hausse inédite des prix de toutes les denrées l'année dernière, ont été particulièrement éprouvées. Les mesures conséquentes

et diligentes prises par le gouvernement ont permis certes d'alléger les souffrances des populations urbaines en particulier, mais force a été de constater que ces mesures ont plus avantagé les gros commerçants que le paysan ou le consommateur lambda, déplore-t-il. De même, la mise en œuvre de programmes tels que le Programme d'urgence à la sécurité alimentaire (PUASA) qui a coûté globalement 62,3 milliards FCFA à l'Etat béninois, n'a pas comblé les attentes.

A en croire le conférencier, les perspectives alimentaires au Bénin pour les mois à venir, ne sont pas reluisantes. Cependant, fait-il savoir, l'estimation de la production agricole de la campagne en cours augure d'une disponibilité alimentaire qui couvrira les besoins nationaux de consommation et dégagera, pour certaines spéculations, des excédents commercialisables. Il reste dubitatif en signalant que certains facteurs comme les inondations qui frappent les départements de l'Ouémé, de l'Atlantique du Mono et du Zou, la dynamique des flux transfrontaliers, les difficultés de conservation, les probables ruptures d'approvisionnement des ménages, vu le bradage des récoltes auquel on pourrait assister au niveau des producteurs, etc. amènent à relativiser les perspectives alimentaires 2009.

Pour la sécurité et la souveraineté alimentaires

Alors, comment parvenir à la sécurité et à la souveraineté alimentaires au Bénin ? A cette question, le communicateur estime que primo, les organisations de la société civile doivent faire une veille citoyenne sur les différentes politiques et programmes de production et d'accès à l'alimentation. Secundo, il faudra respecter le droit, la responsabilité et autres principes en matière d'accès à l'alimentation, précise Nestor Mahinou. Aussi, les produits alimentaires doivent-ils connaître un traitement particulier dans l'import-export, suivant des principes éthiques, les vivres n'étant pas des marchandises comme les autres.

Par ailleurs, poursuit le conférencier, il faut intégrer les politiques, les acteurs qui les portent, à chaque niveau, en fonction des objectifs fixés et des actions à mener. Résoudre les problèmes alimentaires au plus près des « ventres creux » nécessite la mise en œuvre « des solutions qui articulent le local sur le mondial » et donc, l'élaboration de politiques adaptées à chaque situation, à chaque région du pays.

Pour finir, il propose que la participation des acteurs publics et privés impliqués dans les systèmes alimentaires aux niveaux local, national, régional et international, soit favorisée dans des espaces de concertation et d'actions multi-acteurs.



Le communicateur Nestor Mahinou